



Vaccins : NOTRE MÉFIANCE DU GOUVERNEMENT NE DOIT PAS NOUS AVEUGLER

**59 % des Français prêts à se faire vacciner en août dernier, 54 % en octobre et... 40 % aujourd'hui (sondage Ipsos - Global Advisor) : fiasco de la « stratégie » gouvernementale pour convaincre de se faire vacciner ? Sans doute, mais surtout preuve de la défiance pour tout ce qui vient du gouvernement...
On a envie de dire aux ministres : taisez-vous donc et laissez parler les gens compétents !**

Les volte-face de l'exécutif

À ce jour, 516 vaccinations ont eu lieu en France, contre plus de 100 000 en Allemagne. Une lenteur qui a fait que beaucoup se sont demandé si la France disposait bien des vaccins, ou si la logistique associée était bien en place et qu'on ne nous rejouait pas l'affaire des masques. Nous n'en savons évidemment rien et tout est possible. En tout cas, Olivier Véran, le ministre de la Santé, a bel et bien théorisé cette lenteur sur les plateaux, avant de devoir manger son chapeau et reconnaître qu'il fallait accélérer le rythme des vaccinations suite au virage de Macron sous le feu des critiques de tous les professionnels de santé ! Dur-dur d'être le porte-vinge d'un président versatile !

L'incurie du gouvernement ne doit pas nous empêcher de nous soigner !

Mais l'incurie du gouvernement n'est pas une raison suffisante pour assimiler défiance envers lui et défiance envers les vaccins.

Bien sûr, derrière les vaccins, il y a de gros intérêts financiers en jeu – Big Pharma n'est certainement pas dirigé par des philanthropes ! Mais c'est le cas de tout dans cette société capitaliste, et le fait, par exemple, que la vente de voitures produise de gros profits qui enrichissent les actionnaires de Renault et autres PSA ne nous empêche pas de conduire des voitures.

Les vaccins ont été produits en un temps record ? Non seulement il fallait faire vite face à une pandémie qui a paralysé le monde entier, mais, finalement, ces vaccins auront, dans les phases préparatoires, été bien plus testés que ne le sont habituellement la plupart des autres. Quant aux effets secondaires à long terme... c'est la même chose pour tous les vaccins. Et il faut tout de même rappeler que ces derniers ont fait reculer, et

même disparaître dans un certain nombre de cas, des maladies mortelles qui faisaient des ravages avant le développement de la vaccination.

L'incompétence du gouvernement face à la maladie est structurelle

Tout le monde en a assez des masques, des « gestes barrière », des risques qu'on nous oblige à prendre en envoyant les gosses à l'école, en prenant les transports pour aller au travail, assez du métro-boulot-dodo ! Personne n'a envie de continuer ainsi, avec la menace de mutations du virus dont on ne sait pas jusqu'où elles peuvent conduire.

Alors, autant écouter la très grande majorité des spécialistes qui enragent de voir la façon dont, globalement, le gouvernement aura traité la pandémie, après avoir continué la politique de diminution des capacités hospitalières, et qui nous invitent à nous vacciner dès que possible en espérant que cela permettra d'éradiquer la maladie.

L'incapacité du gouvernement n'est pas qu'une affaire de personnes, même si ça compte. Elle est structurelle. Les ministres sont là pour assurer que les profits rentrent au mieux et enrichissent la bourgeoisie, nécessairement au détriment des classes populaires. Le reste – tout ce qui nous tient à cœur – non seulement ce n'est pas leur problème, mais, souvent, c'est leur politique qui crée misère et violences, pendant que les riches s'enrichissent.

Nous voulons quant à nous que les nôtres aient la meilleure vie possible. En bonne santé pour commencer. Alors, vaccinons-nous, mais n'oublions rien de l'incurie de ce gouvernement et du système qu'il défend. Gouvernement et système dont il faudra vraiment se débarrasser au plus vite !



Le point sur les vaccins, la vaccination et la recherche médicale sous le capitalisme

Réunion-débat de la Fraction l'Étincelle du NPA
dimanche 10 janvier à 15 heures. Informations de connexion sur notre page Facebook : @npaetincelle

La poste pleure les poches pleines

Le gouvernement va soutenir La Poste à hauteur de 66 millions dans le cadre de la crise Covid. Celle-ci se plaint de la baisse du trafic courrier, pourtant elle a économisé sur les salaires en supprimant des postes et en gelant les recrutements, alors que la distribution des colis explose.

De plus, elle a touché le jackpot avec la fusion avec la CNP Assurances : plus de 2 milliards de bénéfices au premier semestre 2020 !

Il serait temps que tout cet argent profite aux travailleurs plutôt qu'à leur patron.

Le virus du profit

L'épidémie n'arrête pas la direction de Paris 15, qui continue de préparer la prochaine réorganisation. Au menu : des îlots pour un grand nombre d'entre nous, histoire de bien nous isoler par petits groupes pour mieux s'en prendre à nos conditions de travail ; des tournées rallongées pour supprimer des emplois ; des imprimés publicitaires pour en rajouter une couche. Et sans doute d'autres surprises.

La Poste fait déjà des milliards de bénéfices sur notre dos, mais ce n'est jamais assez. À nous de ne pas nous laisser faire.

Un pas en avant, deux pas en arrière

À Paris 15, les collègues en intérim venus en renfort en fin d'année ont déjà été remis dehors. Pourtant, ce n'est pas le travail et les postes vacants qui manquent à La Poste. Il y a de la place pour embaucher !

Galère matérialisée

Tous les mois ou tous les ans, il faut maintenant réclamer en ligne le remboursement de nos titres de transport. Et gare aux tracas pour régulariser si on oublie. Avant, cela se faisait simplement auprès des services RH du bureau, mais La Poste ne manque pas un occasion de supprimer des emplois en nous mettant tout sur le dos.

Prime sucrée

Cette année, nous avons eu droit à une boîte de chocolats pour Noël. Ce qui est sûr c'est qu'il en faudra plus pour nous faire oublier la suppression de la prime d'intéressement et les 300 euros au moins qui manquent chaque mois sur nos paies.

Solidarité avec Gaël

Gaël Quirante, secrétaire SUD Poste 92, a été licencié en avril 2018 sur décision de Muriel Pénicaud, ministre du Travail de l'époque (et ex-DRH du groupe Danone).

Son licenciement avait pourtant été refusé à plusieurs reprises par l'inspection du travail et le tribunal administratif.

La seule « faute » reprochée à Gaël par Muriel Pénicaud, c'est son activité syndicale.

Exigeons sa réintégration ! Une manifestation est organisée le 14 janvier à 9h30 au RER Cergy Préfecture pour l'accompagner au tribunal de Cergy, qui doit se prononcer sur cette réintégration.

Bonne année, bonne santé, bons cauchemars pour Macron !

Le cauchemar, pour Macron, a résidé dans l'inattendu. C'est par milliers, dizaines de milliers, voire centaines de milliers, que les jeunes et moins jeunes ont manifesté plus d'une fois de mai à décembre, tout au long de cette année 2020. Les sans-papiers ont ouvert le bal fin mai, par milliers. Les jeunes début juin ont suivi par dizaines de milliers dans la foulée de la jeunesse américaine de *Black Lives Matter* suite au meurtre de George Floyd. Puis à nouveau fin novembre, encore des centaines de milliers de jeunes et moins jeunes dressés contre les violences policières et des projets de loi liberticides...

Suite à la trêve des confiseurs en espaces confinés, on peut faire le vœu que la gueule de bois sera du côté de Macron. Et c'est volontiers que nous reprenons le coup de gueule bien senti de la romancière féministe Virginie Despentes au printemps dernier, à l'occasion de la cérémonie des César : « Votre monde est dégueulasse [...]. Votre puissance est une puissance sinistre. Vous êtes une bande d'imbéciles funestes. Le monde que vous avez créé pour régner dessus comme des minables est irrespirable. » « On se lève et on se casse ! », terminait-elle. Disons plutôt : « On se lève, on s'assemble, on s'impose... » Autrement dit, du côté des travailleurs et des jeunes, pour 2021, c'est « Bonne année, bonne santé... bonne combativité ! »

